

parlement démocratique sont présentement employés et imposés afin d'enrayer la discussion sur le sujet, et ces chevaliers de l'industrie nous disent: "Que vous le vouliez ou non, nous deviendrons des multimillionnaires avec l'argent du peuple canadien", argent péniblement gagné, je le répète.

Eh bien, monsieur le président, permettez-moi de qualifier à ma façon l'attitude actuelle du Gouvernement relativement à l'étude du bill qui est présentement soumis à la Chambre. C'est un *hold-up* de l'argent du peuple à l'apport d'intérêts étrangers au Canada, *hold-up* qui se poursuit avec la complicité coupable du très honorable premier ministre, du ministre des Finances (M. Harris), du ministre du Commerce et de tous ceux qui applaudissent le gouvernement et siègent en face de moi.

Monsieur le président, on est habitué à entendre parler de centralisation en cette enceinte. Comment peut-on être surpris qu'on centralise tous les pouvoirs des provinces à Ottawa, alors qu'on s'applique, même à l'heure actuelle, à centraliser toutes les procédures et les règlements de la Chambre. Cette règle de clôture, ce bâillon, cette guillotine,—appelons-la comme on le voudra,—constitue, monsieur le président, le sabotage le plus honteux de nos institutions parlementaires. Ceux qui se proclament les sauveurs de la race deviennent, plus que jamais, la pire menace à nos libertés sacrées. Ils viennent de faire un pas de géant qui nous mènera rapidement à la honteuse dictature si nous n'employons toutes les mesures démocratiques à notre disposition afin de mettre un frein à cet esclavage qui nous guette.

L'attitude des libéraux est à mon sens la plus dégradante fourberie dont le Parlement fut témoin depuis 1867.

M. Dupuis: Dites-moi donc!

M. Dufresne: Monsieur le président, cela ne vaut pas la peine de s'attarder aux interpellations de l'honorable député de Sainte-Marie (M. Dupuis). Il est reconnu que ses interpellations sont intelligentes, et je place l'adjectif intelligentes entre guillemets.

M. Dupuis: Dites-moi donc!

M. Dufresne: Monsieur le président, je me demande qui a bien pu conseiller au cabinet cette honteuse règle de clôture, l'application de ce détestable bâillon qui force l'opposition à se débattre présentement de toute son énergie afin de sortir de cet espèce de camp de concentration dans lequel le gouvernement l'a placée. Certes, ce n'est pas notre silencieux premier ministre, lui qui, il y a quelques jours, a enfin rompu sa conspiration avec le silence et a prononcé son *maiden speech*, le premier depuis janvier dernier.

[M. Dufresne.]

M. Gauthier (Portneuf): Cela c'est fini!

M. Dufresne: Ce n'est certes pas non plus le très honorable ministre du Commerce, même s'il a énormément de pouvoir, dont il use et même abuse.

Je me suis toutefois posé une question, monsieur le président, et je voudrais me la poser encore une fois, mais à haute voix, cet après-midi. Ne serait-ce pas le député de Témiscouata (M. St-Laurent) qui, de son propre aveu au mois de septembre dernier, se proclamait le conseiller du premier ministre, l'éminence grise du Gouvernement, celui dont l'influence néfaste devait s'exercer derrière les coulisses? Ne serait-il pas par hasard celui qui, d'une façon bien filiale, aurait balbutié aux oreilles du premier ministre, un de ces beaux matins, le mot bâillon, du fait évidemment qu'il était en mesure de voir le premier ministre du Canada en pyjamas?

M. Boisvert: Parlez donc du bill actuellement à l'étude, parlez du pipe-line.

Des voix: A l'ordre!

M. Dufresne: L'honorable député de Nicolet-Yamaska n'aime pas les pyjamas!

M. Boisvert: Laissez faire ce que j'aime et ce que je n'aime pas, mais parlez donc, voulez-vous, du pipe-line.

Des voix: A l'ordre!

M. Dufresne: Monsieur le président, n'essayons pas de découvrir le mystère, mais penchons-nous plutôt, avec tristesse, sur le sort réservé à notre liberté si nous ne réagissons pas.

Et ce sont ces mêmes gens qui imposent le bâillon, qui approuvent cette procédure qui n'a jamais été vue au sein du gouvernement du Canada, qui sont antidémocratiques, en somme, qui viennent se promener dans la province de Québec, parler de dictature et dire qu'un certain gouvernement comporte un danger pour le gouvernement responsable, pour lequel Papineau et Mackenzie se sont battus! N'est-ce pas là la déclaration qu'a faite l'honorable secrétaire d'État (M. Pinard), à Montréal, l'autre jour?

M. Pinard: J'avais parfaitement raison de dire cela et vous le savez.

M. Boisvert: Parlez donc du pipe-line!

M. Dufresne: Tout ce que veut le parti libéral, c'est clair...

Une voix: Le progrès.

M. Dufresne: On veut faire mainmise sur tous les gouvernements, central et provinciaux, afin de satisfaire sa soif du pouvoir,